

Dans les écoles d'architecture, une génération « très militante » qui dit non au béton

Les ENSA ont fait évoluer leurs enseignements face au changement climatique. Très engagée, une nouvelle génération d'architectes questionne le monde professionnel sur ses pratiques.

Par [Margherita Nasi](#)



Voilà un cours de licence que Margot Servières, étudiante en architecture, n'oubliera jamais. « *Le professeur a annoncé qu'on se pencherait essentiellement sur la construction en béton, un matériau qui consomme énormément de ressources. Comment est-il possible d'avoir encore ce genre de cours aujourd'hui ?* », s'indigne la jeune femme de 24 ans. Si, en 2020, elle est la seule à fermer son ordinateur et à quitter la salle de l'Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) de Montpellier, ils sont nombreux, autour d'elle, à éprouver une forme de malaise.

En 2023, « ENSA en lutte » – mouvement de manifestation d'une ampleur rare, qui a rassemblé étudiants, enseignants et personnels administratifs de toutes les écoles

d'architecture – demande une meilleure prise en charge des besoins de la formation. Dans un manifeste, un groupe d'étudiants de l'ENSA Normandie réclame la fin de « *l'époque des baby-boomeuses starchitectes* ». Ils expriment un « *rejet total de l'architecture compétitive, médiatique et consumériste pour pouvoir construire ensemble des architectures plus humbles et justes* ». Autant de réflexions qui bousculent aujourd'hui l'enseignement dispensé dans les ENSA, et transforment les parcours professionnels des jeunes diplômés.

L'architecture doit se positionner par rapport aux défis posés par le siècle, résume Christine Leconte, directrice de l'ENSA Paris-Belleville : « *Au XX^e siècle, on souhaitait loger tout le monde. Aujourd'hui, on s'intéresse au dérèglement climatique et à la perte de biodiversité.* » En témoigne l'évolution des projets de fin d'études des étudiants, poursuit M^{me} Leconte : « *Au début des années 2000, les projets étaient encore très axés constructions neuves. Aujourd'hui, la plupart partent de l'existant, et portent sur la réhabilitation.* »

Directeur de l'ENSA Saint-Etienne, Cédric Libert fait le même constat dès les entretiens d'admission : « *Qu'est-ce qu'une école d'architecture dans un monde où on nous dit qu'il faut arrêter de construire ? Les jeunes qui nous rejoignent sont de moins en moins mus par la figure de l'architecte héroïque, façon Le Corbusier [1887-1965] ou Zaha Hadid [1950-2016]. Ils considèrent l'architecture comme une façon de se reconnecter à la nature, à travers une intervention autre sur notre environnement.* »

Les étudiants sont aujourd'hui très informés, abonde Christine Leconte : « *Ils savent que nous avons rendu malade le territoire par la façon dont on s'est installés. On se doit d'être à la pointe sur ces sujets, si on ne veut pas être taxés de "has been".* »

« Les étudiants, force de bascule »

Directrice de l'ENSA Lyon, Sophie Chabot évoque une jeunesse « *très militante* ». Elle cite ce domaine de master dans lequel les étudiants refusent les déplacements en avion, ou encore l'étonnement des membres du jury du Prix de la jeune architecture face à la sobriété des interventions proposées par les jeunes diplômés. Anne d'Orazio, directrice de l'ENSA Paris-La Villette, confirme : « *Les étudiants sont une force de bascule. Après, on n'est pas sur les mêmes échelles temporelles.* » Ce qui peut entraîner quelques incompréhensions.

Lors de notre visite à l'ENSA Belleville, un étudiant, Félix Boutet, a fait part de ses remarques au directeur des études, Alexis Markovics. Pour le jeune homme de 23 ans, la majorité du corps enseignant se contente de survoler les sujets écologiques : « *Quelques électrons libres s'y intéressent vraiment, mais sinon on sent une scission entre les étudiants et une ancienne génération de professeurs qui n'a pas ce sujet à cœur. Il a fallu attendre la L3 pour avoir notre premier cours théorique traitant de questions écologiques, avec le philosophe Philippe Simay.* »

Alexis Markovics a assuré que le cours en question était proposé en L1, et a précisé que parmi les six studios – des espaces de classe consacrés aux pratiques créatives – en licence, deux au minimum se penchent sur la réhabilitation : « *C'est une approche frugale, qui préfère transformer l'existant plutôt que bâtir du nouveau. A chaque fois, on ouvre davantage ces studios, car ils sont plébiscités par les étudiants.* »

« *On ne change pas de paradigme en un claquement de doigts. On ne peut pas faire comme si le béton, les réalités économiques, les urgences de logement n'existaient pas* », tempère l'architecte-urbaniste Yannick Gourvil. Il rappelle que l'attention aux

matériaux ne doit pas dériver vers du *greenwashing* – « parfois, une ligne de béton a plus de sens qu'une façade végétalisée » –, et surtout qu'elle ne doit pas occulter la dimension politique de l'architecture. L'enseignant-chercheur à l'ENSA Paris-La Villette anime, entre autres, un groupe de projet intitulé « Ile France + 2 °C ». Répartis en groupes, les étudiants travaillent sur une thématique, détaille-t-il : « Ça peut être l'accueil de réfugiés climatiques sur un site. Il ne s'agit pas d'y poser un objet esthétiquement parfait, mais de dézoomer, de faire des aller-retour entre le territoire et les particuliers, de se demander quel changement de société on vise, ce qu'on veut laisser aux générations futures. »

En 2023, ENSA-Eco, un réseau qui regroupe plus de 200 enseignants et professionnels autour de la transition écologique en école d'architecture, a publié un état des lieux des formations et des enseignements sur la question, en se basant sur les mots-clés présents dans les fiches d'enseignement. Seule une fiche sur sept présente un lien avec la thématique, souligne Philippe Villien, coordinateur du réseau : « La marge de progression est encore grande. Les engagements sont très différents d'une école à l'autre. » D'après lui, l'inertie du renouvellement des contenus serait liée en partie à des difficultés budgétaires : « Il faudrait former les enseignants, mais on n'a pas les moyens. Notre ministère de tutelle, la culture, dialogue mal avec le ministère de la transition écologique. »

Objectif : former les enseignants

S'il tient à relativiser les chiffres mis en avant par le réseau ENSA-Eco – « le système de recensement par mots-clés a ses limites, il faudrait plutôt se baser sur le nombre d'heures consacrées à la transition écologique » –, le président du collège des directeurs d'ENSA, Raphaël Labrunye, reconnaît l'existence de « poches d'enseignement encore peu habitées par ces questions ». Il a déposé, en octobre, une demande de financement à hauteur de 8,5 millions d'euros dans le cadre du financement France 2030.

Objectif : former les enseignants, renforcer les contenus en formation initiale, continue et l'apprentissage. Mais aussi développer la recherche et le doctorat pour, précise-t-il, « créer un écosystème favorable et réduire le hiatus entre la formation et le monde professionnel. Contrairement aux écoles d'ingénieurs ou de commerce, on ne dispose pas d'une forte culture de relation entre les établissements et l'entreprise ». Autrement dit, les écoles ont beau former les étudiants au réemploi ou à la construction en chanvre, ces pratiques restent marginales dans le monde professionnel.

Lors de la refonte de sa maquette pédagogique, en 2022, l'ENSA Bretagne a réorganisé sa formation au niveau master en quatre niveaux d'études. « Trois d'entre eux sont très orientés transition environnementale. Les étudiants saluent ce choix. Mais ils s'interrogent sur leur devenir professionnel. Rien qu'en regardant les immeubles autour de l'école, ils se rendent bien compte qu'on n'est pas sur de la terre ou de la paille », considère Didier Briand, directeur de l'ENSA Bretagne.

Trouver d'autres voies est possible

Raphaël Labrunye est contacté par de nombreux employeurs normands. « Ils me parlent d'étudiants qui quittent l'agence au bout de deux à trois ans seulement, clamant qu'ils n'ont pas fait des études d'architecture pour répondre à des commanditaires qui souhaitent construire en béton. » Trouver d'autres voies est néanmoins, voire de plus en

plus, possible, assure Christine Leconte : « *Près de la moitié de nos diplômés font autre chose que de la construction en agence.* »

Cela va du conseil auprès d'administrations publiques ou de collectivités locales à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en passant par les agences, associations ou collectifs avec une approche plus frugale. Ces derniers constituent « *une ébullition suscitant beaucoup d'enthousiasme et d'attentes, notamment chez les jeunes professionnels* », [note une étude](#) du Conseil national de l'ordre des architectes. Après un stage auprès d'une agence spécialisée dans les casinos, où il rêvait de « *réaliser de grands projets* » et d'une « *ascension sociale* », Alexandre Miermon, 24 ans, a remis en question sa conception du métier. « *Pour mon dernier stage, je suis parti dans la direction opposée* », raconte l'étudiant à l'ENSA Normandie. Aux côtés d'un collectif d'architectes scénographes, il a travaillé sur un projet de réhabilitation visant à transformer une ancienne hélistation des Landes en logements pour travailleurs saisonniers.

« *Qu'est-ce qu'être un architecte aujourd'hui ? On n'arrête pas de se poser cette question à l'école, c'est assez vertigineux* », raconte Margot Servières. Une partie de ses camarades a rejoint une agence, d'autres montent leur propre collectif, se redirigent vers la scénographie, la menuiserie, ou encore... hésitent. Elle fait partie de cette dernière catégorie.

Son stage chez Saga, un collectif nantais, se termine en janvier 2025. « *Ce qui est sûr, c'est que je ne rejoindrai pas une agence. Pour le reste... un jour, je me dis que je ferai charpentière. Un autre jour, anthropologue. C'est le grand flou. C'est déstabilisant.* » Mais agréable aussi, confie la jeune femme : « *C'est la preuve que mon cursus m'a ouvert l'esprit.* »